

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXPANSCIENCE

Rue des Quatre Filles
BP 50034
28230 Épernon

Références : IC240352
Code AIOT : 0010000316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement EXPANSCIENCE implanté Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'action nationale Air COV.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXPANSCIENCE
- Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000316
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon sur près de dix hectares, regroupe les activités de recherche, de développement et de production de principes actifs, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermocosmétiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VI 22/09/2021 NC1 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	VI 29/09/2021 NC2 - Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
6	Cohérence GERP - Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
7	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
9	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
10	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
11	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
12	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
13	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VI 22/09/2021 NC1 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que des tests hebdomadaires sur le réseau de sprinklage sont réalisés par la société Minimax. Il présente le dernier rapport de la société Minimax (visite des 22 et 23/11/23) dans lequel il demeure un point de non-conformité sans risque de mise en échec. Ce point a été traité en direct par l'équipe de maintenance.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : VI 29/09/2021 NC2 - Stratégie de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé la stratégie de défense incendie à la préfecture le 28 septembre 2023.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente le document Q19 (Thermographie infrarouge des installations électriques) du 07/12/23. 7 écarts de priorité 2 sont relevés. Ils ont soldés lors de la visite par l'équipe de maintenance tel qu'indiqué dans le rapport.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE 2023
Prescription contrôlée : <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/</p>

<p>CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p>-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;</p> <p>-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration sur GEREP a été effectuée avant le 31/03/24 par l'exploitant.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants de l'année 2023 à l'inspection des installations classées le 29 mars 2024.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Cohérence GERE - Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence GERE - PGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la déclaration GERE a été réalisée à partir du plan de gestion des solvants pour l'année 2023.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les rejets issus du process d'extraction, de l'unité de régénération des solvants (98% de régénération) et du parc à cuves sont captés, canalisés et rejetés vers l'oxydateur avec un back-up filtre à charbon (procédé clos).</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'utilise pas de produits pulvérulents.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'un entretien annuel de contrôle (généralement en août) est réalisé, généralement hors production. En cas de production pendant l'entretien annuel, une bascule est opérée vers le filtre à charbon.</p> <p>Le service maintenance présente une check list des points à contrôler (absence de fuite, fonctionnement général, indicateurs de niveau, détendeurs gaz, test sécurité avec arrêt d'urgence, armoire électrique, filtre à air, stop-flamme, pompes, lampe UV).</p> <p>Des feux vert, orange ou rouge permettent de signaler tout dysfonctionnement de l'oxydateur. Tout défaut est remonté sur la GTC avec le déclenchement d'une alarme pour intervention.</p> <p>L'exploitant indique qu'un registre papier se situe au niveau de l'oxydateur avec les interventions sur l'oxydateur</p> <p>En 2023, l'exploitant a procédé au remplacement de la gestion des brûleurs.</p>

<p>Sur le terrain, il est constaté la présence du registre papier avec les interventions. Les durées de mise à l'arrêt de l'oxydateur sont mentionnées.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traitement des fumées - conception

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une bascule manuelle peut être réalisée entre l'oxydateur et le filtre à charbon. Le personnel de maintenance et le personnel d'astreinte sont formés pour faire cette bascule.</p> <p>En cas de dépotage (éthanol et DCE) et pour toute intervention sur l'oxydateur, le service maintenance doit formuler une demande d'arrêt. Les rejets sont alors basculés sur le filtre à charbon (un contrôle en amont sur la capacité du filtre à charbon est réalisé par le service ICPE).</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Traitement des fumées - matériel disponible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant indique qu'il dispose du matériel nécessaire à l'entretien régulier de l'oxydateur pour éviter les défauts (il dispose par exemple d'une colonne d'avance pour pouvoir la remplacer rapidement en cas de corrosion, d'instruments de mesure, d'une réserve de soude de 5 m3, de pompes, de ventilateurs, de capteurs de pression...</p> <p>L'exploitant présente la liste des éléments à contrôler, qui lui permet de gérer son stock.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Traitement des fumées - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>[...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un document de consignes intitulé "gestion de l'oxydateur thermique". Ce document est à disposition des salariés qui exploitent l'oxydateur. Il reprend les différentes manipulations à effectuer pour intervenir sur l'oxydateur.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Traitement des fumées - disponibilité documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes et documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres</p>

répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que les résultats des différents contrôles sont repris sur la GMAO (logiciel informatique) et montre les informations disponibles à l'inspection des installations classées. Les interventions sur l'oxydateur sont reprises avec l'ordre de travail. Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection des installations classées les résultats annuels des mesures de DCE et de CVM réalisées entre 2013 et 2023. Aucun dépassement n'est constaté. L'exploitant réalise chaque année le suivi des rejets en DCE, CVM, Benzène, chlorométhane, COVt, COVnm et HCl. Il présente à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi du 22 mars 2024 (mesures du 21 septembre 2023). Aucun écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats :

<p>Dans son rapport du 22 mars 2024, l'entreprise ayant réalisé les contrôles indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour mesurer le débit d'extraction, l'emplacement du point de mesure et les équipements au niveau de la section de mesure ne permettent pas de réaliser les mesures conformément aux normes en référence. Elle a adapté un système de prélèvement minimisant l'impact sur le résultat des mesures. De plus, elle note que les orifices de mesure n'étant pas adaptés et en accord avec les normes, elle a adapté un système de prélèvement minimisant l'impact sur le résultat des mesures. <p>L'impact sur le résultat et la conformité est considéré faible.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le dépassement de VLE pour le CO (507 pour une VLE de 100 mG/Nm3 exprimé en CO sur gaz sec) lors des mesures du 21 septembre 2023. L'exploitant indique que l'entreprise X ayant réalisé les mesures a tardé à lui adresser le rapport malgré de nombreuses relances (visite le 21/09/2023 et rapport établi le 22/03/2024). Le dépassement ayant été constaté plusieurs mois après la mesure, et des opérations de maintenance ayant été réalisées sur l'oxydateur depuis la mesure, l'exploitant indique qu'il lui sera difficile de justifier ce dépassement.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le dépassement de VLE pour le CO</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classée un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi du 22 mars 2024 (mesures du 21 septembre 2023). Aucun dépassement n'est constaté sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCE = 1,1 mg/Nm3 exprimé en C₂H₄Cl₂ sur gaz secs - CVM = 0,147 mg/Nm3 exprimé en C₂H₃Cl sur gaz secs - Benzène = 0,00536 mg/Nm3 exprimé en C₆H₆ sur gaz secs - chlorométhane = 0 mg/Nm3 exprimé en CH₃Cl sur gaz secs - NOx = 17 mg/Nm3 exprimé en NO₂ sur gaz sec, - COVt = 11,8 mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec, - COVnm = 11,4 mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec, - CH₄ = 0,281 mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec, - HCl = 0,314 mg/Nm3 exprimé en HCl sur gaz secs). <p>Pour les COV, les VLE sont respectées pour l'ensemble des mesures effectuées.</p> <p>Un dépassement de la VLE fixée à l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2016 est constaté pour le CO (507 pour une VLE fixée à 100 mg/NM3 exprimé en CO sur gaz sec).</p> <p>Constat : la VLE n'est pas respectée pour le rejet en CO.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classée un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

